

Focus sur la compétitivité de l'économie française

Par Henri Jullien, directeur régional Banque de France Strasbourg

CCI : Les tendances conjoncturelles bas-rhinoises

• Emploi

Taux de chômage dans le Bas-Rhin (6,8 % au 1^{er} trim 2007)
4^e trim. 2006/4^e trim. 2005
▼ (-18,07 %)

Chômage longue durée dans le Bas-Rhin
Avril 2007/avril 2006
▼ (-8,80 %)

• Consommation

Dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés
Avril 2007/avril 2006
↗ (+2,5 %)

Immatriculation des voitures particulières neuves dans le Bas-Rhin
1^{er} trim. 2007/1^{er} trim. 2006
↗ (+0,8 %)

(Source : Insee, ministère de l'Équipement)

• Créations/reprises d'entreprises

Créations/reprises d'entreprises par secteur d'activité
2^e trim. 2007/1^{er} trim. 2006
• BTP ↗↗ (+31,2 %)

• Industrie ↗↗ (+22,9 %)

• Commerce ↘↘ (-13 %)

• Services ↗↗ (+12,5 %)

(Source : CCI Strasbourg)

Pour en savoir plus et acquérir le dossier « Conjoncture Alsace » : <http://information.strasbourg.cci.fr/boutique>

Mois après mois, la dégradation de la balance des transactions courantes de la France, contrastant singulièrement avec l'extraordinaire embellie du commerce extérieur allemand a posé la question de notre capacité à profiter de la vigueur actuelle de l'économie mondiale.

Après quelques éléments de contexte permettant de resituer quelques grandes données de la croissance économique mondiale au cours de ces dernières années, nous essaierons, d'après les schémas de développement de la France et de l'Allemagne, d'esquisser les raisons du décrochage préoccupant de l'économie française et des pertes de parts de marché dans la croissance mondiale.

Éléments sur la croissance économique mondiale

Malgré les éléments objectifs (déficit extérieur, déficit budgétaire) et les rumeurs persistantes, force est de constater que l'économie américaine assume son rôle de moteur de l'économie mondiale. Certes en 2007, avec le ralentissement attendu dans l'immobilier, le taux de croissance qui se maintenait à près de 3,5 % va perdre un point pour se reprendre, selon les experts, dès 2008 à 3 %. Avec la consommation et l'immobilier, principaux moteurs de la croissance, comme en France, néanmoins soutenus par l'investissement dans la productivité et dans les services, l'économie américaine permet aux pays qui alimentent sa consommation de conserver un rythme de croissance soutenu.

Tel est le cas de la Chine qui bénéficie de cet immense appétit de consommation des États-Unis pour développer à un rythme effréné un outil de production à dimension mondiale. Avec des taux de croissance du PIB de plus de 10 % depuis près de 10 ans, croissance reposant en large partie sur des investissements (45 % du PIB en 2004), la Chine qui, en 2006, représentait près de 8 % des exportations mondiales conquiert chaque année de nouveaux marchés (près de 60 % des exportations chinoises sont à fort contenu technologique), accroît continuellement ses parts de marché (croissance de 29 % des exportations de mai 2007 sur mai 2006) et engrange des excédents financiers colossaux (300 milliards de dollars attendus pour 2007).

Positionnement de la France dans la croissance économique mondiale

Dans ce contexte économique mondial porteur, la France connaît depuis plusieurs années une croissance molle, malheureusement proche de son potentiel, tiré par la consommation et la bonne tenue du marché immobilier, pauvre en création d'emplois et en investissements et générant des déficits. Ce « modèle » français peu enthousiasmant montre bien la profonde nécessité des réformes en France et met en

lumière en particulier le déclin de la compétitivité de notre économie.

La comparaison avec l'Allemagne éclaire de façon magistrale nos conceptions divergentes de la croissance économique. Le tableau ci-dessous fait clairement ressortir le « choix français » privilégiant la demande intérieure en particulier la consommation pour tirer la croissance, alors même que les Allemands restructuraient leur économie afin de restaurer leur compétitivité.

Ces choix ont trouvé leur pleine illustration en 2006, année où la croissance mondiale s'est inscrite à 5,5 %, où la France escomptait une croissance de 2,5 %, prévision qui s'est délitée au cours de l'année pour s'achever sur un petit 2 %, alors que l'Allemagne qui avait prévu 2 % termine 2006 avec 2,7 % grâce à l'export.

Contribution cumulée à la croissance du PIB entre 1999 et 2005
Volume en pourcentage (source : Eurostat)

	France	Allemagne	Zone euro
PIB	14,4	8,9	13,6
Exportations nettes	-3,1	5,4	0,1
Demande intérieure	17,5	3,4	13,6
Dont conso. privée	10,4	4,2	7,6

La faiblesse relative de notre commerce extérieur

Selon la présentation que l'on souhaite en donner, notre commerce extérieur est soit florissant avec des exports qui ont cru de 320 milliards d'euros en 2003 à 380 milliards en 2006, soit catastrophique avec une dégradation constante et rapide du solde de transactions extérieures, passé de l'équilibre en septembre 2004 à -36 milliards d'euros à septembre 2006 (contre 140 milliards d'excédents pour l'Allemagne). Pire encore, au déficit de notre commerce extérieur s'ajoute une dégradation marquée du solde des services qui jusqu'en 2000 contribuaient pour plus de 20 milliards d'euros à notre balance commerciale.

Première explication : à notre frénésie de consommation qui soutient la croissance mais creuse les déficits puisqu'environ 40 % des produits manufacturés consommés sont importés, s'ajoute le recul de la place de la France dans le commerce mondial qui, de l'indice 100 en 1995, est passée à l'indice 83 en 2005 alors que dans le même temps l'Allemagne gagnait l'indice 106.

**STRASBOURG
 PLACE FINANCIÈRE,
 IL NOUS A REJOINT**

Crédit Coopératif

**STRASBOURG
 PLACE FINANCIÈRE,
 PROCHAINS
 COLLOQUES**

- Mardi 20 novembre 2007 de 17h à 19h dans les locaux de la CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin place Gutenberg à Strasbourg en partenariat avec l'Ordre régional des experts-comptables, la Compagnie des commissaires aux comptes, la Profession bancaire et la Magistrature, sur les fraudes financières,
- Jeudi 22 novembre 2007 à 19h (dîner-débat) au Cercle des Officiers place Broglie à Strasbourg en partenariat avec l'Association Française des Trésoriers d'Entreprises « AFTE », animé par Jean-Paul Betbeze, chef économiste et directeur des études du Crédit Agricole.

**STRASBOURG
 PLACE FINANCIÈRE,
 VOUS INFORME**

- Prochains « stammtsichs de la finance » au Cercle Européen 1 rue Massenet à Strasbourg :
- Lundi 17 septembre 2007
 Invité : Piotr Szymanowski, Consul général de Pologne
 - Lundi 15 octobre 2007
 Invité : François Rosier, sous-directeur de la direction des affaires juridiques, fiscales et de la concurrence au sein de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance « FFSA »
 - Lundi 12 novembre 2007
 Invité : Philippe Riquier, Trésorier Payeur Général.

Quelles causes ?

De multiples experts, sans compter les politiques, ont livré leur analyse des causes probables de l'évolution de notre déficit extérieur, de notre perte d'influence sur les marchés étrangers et du déclin de notre compétitivité. Nous les examinerons successivement et formerons un avis personnel sur leur pertinence.

1. Augmentation du prix du pétrole. Souvent avancé comme cause de notre déficit, cet argument ne tient pas, d'autant que la France est l'un des pays les moins dépendants d'un approvisionnement énergétique extérieur.
2. Spécialisation sectorielle et spécialisation géographique. C'est une évidence de constater que le positionnement de l'Allemagne dans les pays à fort développement de l'investissement est meilleur que le nôtre. Pour autant, selon les experts, sur ces deux items, la moindre spécialisation de la France ne serait responsable sur les années 2000 à 2005 que de 10 % du décrochage de nos exports par rapport aux Allemands.
3. Niveau de l'euro. Le cours de l'euro, trop élevé, dit-on, constitue un bouc émissaire facile aux déboires de notre commerce extérieur et de notre compétitivité. Certes il est plus aisé de se placer sur les marchés étrangers lorsque l'euro est faible mais n'a-t-on pas abusé de cette faiblesse pour éviter certains ajustages nécessaires ? De plus, même si le niveau de l'euro par rapport au dollar nous désavantage, pourquoi les Allemands, avec le même euro, enregistrent-ils des excédents record ?

moins contestable que les salaires nominaux par tête ont connu depuis 2001 des augmentations d'en moyenne 3 % alors qu'ils ont évolué autour de 1 % en Allemagne. En conséquence, en glissement annuel le coût unitaire du travail (somme de la productivité et du salaire nominal) a progressé de 2 % en 2006 en France alors qu'il s'est réduit de 1 % en Allemagne. Avec un nombre d'heures travaillées annuelles plus faibles que dans bien des pays et l'alignement récent des SMIC, la France a sensiblement dégradé sa compétitivité.

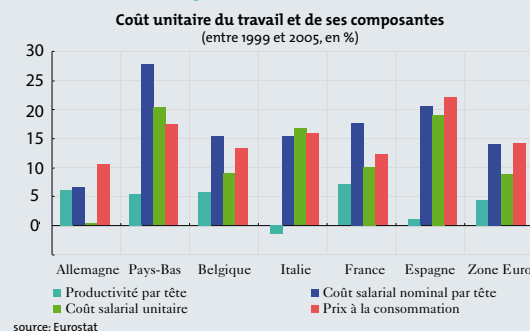
5. Panne de l'investissement. Dans un contexte de hausse des coûts de production, d'augmentation des charges sur les entreprises (avec un des plus faibles taux d'employabilité d'Europe, la France paye au prix fort le non-emploi de ses citoyens), de réduction des marges (les profits des entreprises du CAC 40 sont pour l'essentiel réalisés à l'étranger), et enfin du manque de visibilité économique, les entreprises françaises ont depuis plusieurs années décalé leurs investissements, contribuant encore à dégrader leur compétitivité et ne se prédisposant pas à profiter de la croissance mondiale (si les exportations françaises ont cru de 4 % en 2006, celles de l'Allemagne ont connu une hausse de 17 %).

Au total, avec un taux d'utilisation élevé des capacités de production (autour de 85 % en 2007) et une croissance potentielle (liée aux possibilités d'accroissement de l'emploi et aux gains de productivité) estimé à 2 %, la France, dans sa situation actuelle, ne peut espérer un redémarrage rapide de ses performances sur les marchés.

Au terme de cette analyse, les causes de notre perte de compétitivité sur les marchés étrangers, dans un contexte d'activité économique mondiale soutenue, sont identifiées. À l'évidence, le modèle économique français privilégiant la réduction du temps de travail et une croissance tirée par la consommation ainsi que l'absence de réformes de structures montre ses limites et devrait inciter tous ceux qui croient à la place de l'économie française sur la scène mondiale à « redonner de l'air » à la machine économique à travers des réformes qui devront être structurelles et profondes. Le Royaume-Uni les a réalisées sous l'ère Thatcher, l'Allemagne vient de les terminer, ces deux pays en ont largement profité, espérons que la France saura le faire.

Henri Jullien,
 directeur régional Banque de France Strasbourg

Facteur en cause : compétitivité



4. Productivité et coût du travail. S'il est incontestable que la productivité par tête se situe en France à niveau plus élevé que chez la plupart de nos partenaires, il est non

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

SITUATION DES CARNETS ET DES STOCKS DE PRODUITS FINIS
 TENDANCES RÉGIONALES ALSACE (MAI 2007)

(source : Banque de France Strasbourg)

